

Effet du chômage sur la réalisation des intentions de fécondité des femmes et des hommes en France¹

PAILHÉ Ariane*
RÉGNIER-LOILIER Arnaud*

Introduction

En France, comme dans la plupart des pays européens, l'entrée en parentalité dépend d'un ensemble de conditions préalables. Outre la stabilité conjugale, il importe d'avoir terminé ses études et, plus encore, que l'un des deux conjoints au moins dispose d'une situation professionnelle stable, garantissant les ressources nécessaires (logement, revenu fixe) pour constituer une famille (Régnier-Loilier et Solaz, 2010).

Avec les changements de normes et de valeurs, notamment la diffusion de l'individualisme et des normes de réalisation personnelle par le travail, et l'émancipation des femmes (Lesthaeghe, 1995), la montée de l'incertitude économique est apparue depuis les années 1970 comme un facteur essentiel du report de l'âge à la première naissance et de la diminution de la fécondité en Europe (Blossfeld *et al.*, 2005 ; Adsera 2005 ; 2011 ; Sobotka *et al.*, 2011). Dans un contexte de hausse du chômage, les jeunes peuvent être amenés à rester dans le système scolaire et à reporter leur mise en couple et l'entrée en parentalité. La baisse des revenus individuels due à une situation de chômage augmente aussi le coût relatif d'avoir des enfants et peut conduire à diminuer la fécondité (Becker, 1981). L'instabilité économique peut également indirectement jouer sur les naissances en modifiant l'entrée en union, en raison notamment de la moindre « attractivité » des hommes à faible revenu ou dont la position professionnelle est instable (Oppenheimer, 1994). Inversement, deux facteurs peuvent jouer en faveur des naissances. D'une part, le coût d'opportunité des enfants - le revenu auquel un parent doit renoncer pour s'occuper de l'enfant - est plus bas pour les chômeurs. D'autre part, avoir des enfants peut être, pour ceux ayant peu de prise sur leur situation économique, une stratégie pour réduire l'incertitude, la sphère privée paraissant, dès lors, moins incertaine que la sphère publique (Friedman *et al.*, 1994). Ainsi, lorsque la situation professionnelle ou le contexte économique sont incertains, devenir parent peut être un moyen de se donner un sentiment de réussite dans un domaine. Cette explication vaut

¹ Le texte de cette communication a fait l'objet d'une publication sous le titre « L'Effet du chômage sur la réalisation des projets de fécondité » dans : Régnier-Loilier A. (dir.), 2016, *Parcours de familles. L'enquête Étude des relations familiales et intergénérationnelles*, collection « Grandes enquêtes », chapitre 10, p. 263-285. Il est reproduit ici avec l'aimable autorisation des éditions de l'Ined.

* Institut national d'études démographiques

particulièrement dans des contextes où la fécondité est valorisée ou lorsque les exigences temporelles du travail sont en contradiction avec la formation de la famille, en raison notamment d'une offre de modes de garde insuffisante.

La crise économique que traverse actuellement la plupart des pays européens a suscité un regain d'intérêt pour la question du lien entre contexte économique et fécondité (Kreyenfeld *et al.*, 2012 ; Pailhé, 2010). La forte poussée du chômage et le développement de la précarité de l'emploi chez les jeunes en cours d'insertion sur le marché du travail a vraisemblablement modifié les comportements des ménages en matière de fécondité. La majorité des pays européens ont ainsi connu une baisse importante de la fécondité, dans les pays les plus affectés par la crise telle l'Espagne², comme dans ceux qui le sont moins tels le Danemark ou la Norvège (WIC, 2012).

Avec une fécondité élevée, la France se distingue de nombreux pays européens. On a d'abord pensé que la fécondité française était insensible à la crise économique (Pison, 2011). En effet, malgré la crise et la montée rapide du chômage, la fécondité de notre pays a continué à progresser jusqu'en 2010 et a même atteint en moyenne 2 enfants par femme. Cependant, à partir de 2011 la tendance s'est inversée : parallèlement au durcissement de la crise, avec notamment la progression du chômage des jeunes et son installation dans la durée, le nombre de naissances et l'indicateur conjoncturel de fécondité ont connu une légère diminution.

Ces évolutions observées au niveau macro offrent peu d'éléments pour analyser les relations entre contexte économique et fécondité. Non seulement les relevés de l'état civil sur lesquels s'appuie l'indicateur conjoncturel de fécondité ne contiennent pas d'informations fiables sur la situation professionnelle, mais ils ne permettent pas non plus de distinguer précisément le rang de naissance. On ne peut donc pas savoir si les premières naissances, ou les suivantes, se maintiennent dans le contexte de crise. En outre, ces données ne permettent pas d'étudier si les hommes et les femmes désirant un enfant ont été amenés à renoncer, ajourner ou maintenir leur projet de fécondité.

Les analyses menées au niveau micro ont montré qu'en France l'instabilité économique conduisait à un ajournement des premières naissances (Meron et Widmer, 2002 ; Pailhé et Solaz, 2012). Cependant, s'appuyant sur des calendriers rétrospectifs, ces travaux étudient les comportements de fécondité de cohortes anciennes et donnent peu d'éclairage sur les conséquences du contexte économique récent. Laurent Toulemon et Maria-Rita Testa (2005) montrent quant à eux à partir de données prospectives qu'être au chômage en 1998 réduit les chances de réaliser ses intentions de fécondité cinq ans plus tard. L'effet est surtout marqué pour le premier enfant. L'arrivée du deuxième enfant répond généralement à d'autres logiques, guidée en particulier par des préoccupations liées à l'espacement entre les naissances (Pailhé et Solaz, 2011 ; 2012).

Cette communication porte sur les modifications des comportements des individus en matière de fécondité dans le contexte récent d'incertitude économique. Les données longitudinales de l'enquête Érfi (2005, 2008 et 2011) permettent en effet d'analyser comment l'expérience du chômage affecte la réalisation des intentions de fécondité des hommes et des femmes. Nous posons l'hypothèse que l'expérience du chômage a pu modifier les projets de fécondité des hommes et des femmes, la précarité les

² En Espagne la baisse de la fécondité a précédé la crise, mais cette dernière l'a accentuée.

conduisant à reconsidérer leurs intentions initiales en reportant la décision d'avoir un enfant, voire en renonçant à leur projet.

Données et méthode

Informations présentes dans l'enquête

Seules des données longitudinales sur une période relativement longue permettent de confronter les intentions de fécondité à leur réalisation en les reliant à la trajectoire professionnelle des personnes. Pour ce faire, nous nous appuyons sur les trois vagues de l'enquête *Étude des relations familiales et intergénérationnelles* (Érfi), réalisées par l'Ined et l'Insee entre 2005 et 2011. Lors de la première vague (2005), 10 079 femmes et hommes âgés de 18 à 79 ans ont été interrogés. Parmi eux, 6 534 ont répondu à la deuxième vague d'enquête (2008) et 5 781 à la troisième vague en 2011 (dont 345 n'avaient pas pris part à la deuxième vague)³. L'enquête Érfi offre ainsi une fenêtre d'observation de 6 années (2005-2011).

En plus d'un ensemble d'informations décrivant le répondant (sexe, âge, situation conjugale, nombre d'enfants, situation d'activité, etc.), les données de la première vague renseignent sur les intentions de fécondité de la personne interrogée, à partir de trois questions :

- « *Nous allons maintenant parler de vos intentions de fécondité. Vous-même, voudriez-vous avoir d'autres enfants, maintenant ou plus tard (en plus de celui que vous attendez) ? Oui / Non, mais peut-être plus tard / Non, ni maintenant ni plus tard / Ne sait pas* »
- suivie, le cas échéant (si « Oui », « Non, mais peut-être plus tard » ou « Ne sait pas » à la question précédente), de « *Souhaitez-vous avoir un enfant dans les trois années à venir ? Non / Non probablement pas / Oui probablement / Oui / Ne sait pas* » ;
- suivie, le cas échéant (si « Non », « Non probablement pas » ou « Ne sait pas »), de « *Supposons que vous n'ayez pas d'(autre) enfant dans les trois années à venir. Comptez-vous tout de même adopter ou avoir un enfant plus tard ? Non / Non probablement pas / Oui probablement / Oui / Ne sait pas* ».

À partir des réponses données à ces trois questions, un indicateur a été construit en 7 postes. Soit la personne a l'intention d'avoir un enfant...

- « dans les trois ans » (réponse « oui » à la deuxième question)
- « probablement dans les trois ans » (réponse « oui probablement » à la deuxième question)
- « plus tard » (réponse « oui » à la troisième question)
- « probablement plus tard » (réponse « oui probablement » à la troisième question)
- « non probablement pas plus » (réponse « non probablement pas » à la troisième question)
- « non jamais » (réponse « Non ni maintenant ni plus tard » à la première question ou « non » à la troisième question)
- « ne sait pas » (réponse « ne sait pas » à la troisième question).

Les deuxième et troisième vagues permettent d'observer si le répondant a eu ou non un enfant depuis la première vague. Si un enfant est né, sa date de naissance (mois et année) est connue. Par ailleurs,

³ Voir Régnier-Loilier A., 2012, pour une description complète de l'enquête.

ces deux vagues fournissent une information précise sur la trajectoire professionnelle du répondant depuis son 16^e anniversaire⁴. Chaque changement de situation (entre études, activité salariée ou indépendante, chômage, inactivité, retraite, maladie, congés parentaux ou de maternité) est enregistré et daté au mois près⁵, dès lors que la situation a duré au moins trois mois⁶. Pour les quelques répondants (345) ayant pris part à la troisième vague (2011) sans avoir participé à la deuxième vague (2008), la rétrospective des situations d'activité ne porte que sur les changements ayant eu lieu depuis la première vague d'enquête (2005), ce qui n'est guère problématique dans notre cas puisque nous limitons notre observation à la période 2005-2011.

Champ de l'étude

Notre approche étant longitudinale, l'analyse se focalise principalement sur les personnes ayant participé à au moins l'une des deux dernières vagues d'Érifi (2008 et 2011) en plus de la première (2005)⁷. Le champ est limité aux personnes interrogées sur leurs intentions de fécondité lors de la première vague d'enquête (2005)⁸. Parmi elles, 1 677 ont indiqué ne pas ou plus souhaiter d'enfants, ni maintenant ni plus tard (1 628) ou probablement pas (49). Et, dans les faits, elles sont peu nombreuses à avoir par la suite engagé une grossesse (moins de 9 % : **tableau 1**), confirmant la bonne adéquation entre les comportements féconds et le projet dès lors qu'il s'agit d'un non désir d'enfant (Régnier-Loilier et Vignoli, 2011).

Tableau 1. Proportion de personnes ayant engagé une grossesse depuis 2005, selon les intentions déclarées en 2005

	A engagé une grossesse entre V1 et V2	A engagé une grossesse entre V2 et V3	N'a pas engagé de grossesse entre V1 et V3	n
Intention en 2005				
Oui dans les trois ans	52,0	10,2	37,9	478
Oui probablement dans les trois ans	34,2	13,7	52,1	507
Oui plus tard	12,2	15,5	72,4	333
Oui probablement plus tard	10,7	11,2	78,1	169
Non probablement pas plus tard	2,3	7,5	90,2	49
Non jamais	4,6	4,3	91,2	1628
Ne sait pas	13,4	12,5	74,1	49
Total	18,3	8,8	72,9	3213

Source : Ined-Insee, Érifi-GGS123, 2005-2008-2011 (données pondérées)

Champ : personnes en âge d'avoir des enfants et étant à leur connaissance fertiles

Lecture : 52 % des hommes et des femmes ayant l'intention d'avoir un enfant

« dans les trois ans » ont engagé une grossesse entre la première et la deuxième vague (2005-2008)

⁴ La rétrospective d'activité n'est connue que pour le répondant à l'enquête, pas pour son éventuel(le) conjoint(e).

⁵ Si le répondant ne se souvenait plus précisément du mois, la saison lui était demandée.

⁶ Ou moins, si toutefois le répondant a considéré cette période comme importante dans sa vie. Certaines périodes enregistrées sont donc de plus courte durée mais elles sont rares.

⁷ Voir Régnier-Loilier et Guisse, 2012 pour plus de détails sur l'attrition.

⁸ Donc en âge d'avoir encore des enfants et ne se considérant pas comme infertiles (réponse positive à la question « Certaines personnes ne peuvent pas avoir d'enfant). À votre connaissance, vous-même, pouvez-vous avoir un (autre) enfant ? ».

L'objet de notre étude étant de voir dans quelle mesure une période de chômage contrarie les projets d'enfants, on restreint le champ d'analyse aux seules personnes ayant en 2005 l'intention d'avoir un enfant, dans les trois ans ou plus tard, ou ne sachant pas (soit 1 536 personnes). Parmi elles, 670 (44 %) ont engagé une grossesse (dont 76 personnes attendaient un enfant au moment de la troisième vague). Une personne sur cinq (297) a connu au moins une période de chômage depuis 2005, dont un peu plus de la moitié pendant une durée d'au moins 12 mois. Notons que la proportion de personne ayant connu une période de chômage est probablement sous-estimée en raison de l'attrition, laquelle a un peu plus touché les chômeurs entre les vagues 1 et 2 de l'enquête. L'effet n'est cependant pas de forte ampleur et n'apparaît pas significatif entre les vagues 2 et 3 de l'enquête (Régnier-Loilier et Guisse, 2012).

Démarche méthodologique

Avant de nous intéresser à la survenue d'une grossesse sur la période observée en fonction de la trajectoire professionnelle du répondant, nous mettons d'abord en regard sa situation d'activité lors de la première vague et ses intentions de fécondité (que les répondants aient ou n'aient pas participé aux vagues suivantes, soit 5 795 personnes). Le fait d'avoir eu ou non un enfant est en effet étroitement lié au degré d'intentionnalité (Régnier-Loilier et Vignoli, 2011), lequel peut lui-même dépendre de la situation d'activité du répondant.

Dans un deuxième temps, nous étudions le fait de s'être *décidé* à avoir un enfant entre la première vague d'enquête (2005) et les suivantes (2008 et 2011). Ce n'est donc pas la date de naissance des enfants nés dans la période qui nous intéresse mais celle à laquelle la *décision* de les concevoir a été prise. Cette information n'étant pas présente dans l'enquête, nous avons décalé de 9 mois en arrière la date de naissance de l'enfant (pour revenir à la date théorique de conception) puis encore de 3 mois (pour revenir à la date à laquelle on peut supposer que le couple s'est décidé à concevoir⁹). Ainsi, les personnes ayant eu un enfant dans les 12 mois qui ont suivi la première interrogation ne sont pas considérées dans notre étude comme ayant engagé une grossesse durant la période d'observation. À l'inverse, les personnes attendant un enfant au moment de la troisième vague (ou de la deuxième pour celles n'ayant pas répondu à la troisième vague) sont prises en compte. La date de « décision » est alors obtenue en retranchant de 12 mois la date attendue de la naissance¹⁰. Lorsqu'une même personne a eu plusieurs enfants sur la période, nous ne retenons que la date de « décision » du premier, l'objectif étant d'établir un lien entre l'expression des intentions en 2005 et la réalisation du projet.

Plus précisément, notre démarche consiste à resituer la date de prise de « décision » d'avoir un enfant (le cas échéant) après la première vague dans la trajectoire professionnelle du répondant afin d'étudier en quoi le vécu d'une période de chômage retarde le projet d'enfant, voire en limite la venue au bout de 6 ans. Pour ce faire, nous menons d'abord une analyse de durée non paramétrique : nous estimons et comparons différentes fonctions de survie selon la méthode de Kaplan-Meier. La durée étudiée est celle entre la date de la première interrogation et la décision d'avoir un enfant. L'observation s'étale jusqu'à

⁹ La durée moyenne nécessaire pour concevoir est de l'ordre de 3 à 5 mois chez un couple jeune mais elle augmente ensuite fortement avec l'âge (Leridon, 2004) et est en réalité très variable d'un couple à un autre (certaines grossesses surviennent dans le mois qui suit la décision d'avoir un enfant, d'autres après plusieurs années de tentative).

¹⁰ Dans l'enquête, seules les naissances et grossesses en cours sont enregistrées, pas les fausses couches ni les interruptions volontaires de grossesses, généralement très mal déclarées dans les enquêtes.

la troisième vague pour les répondants à la troisième vague, mais est censurée à 36 mois pour ceux n'ayant répondu qu'aux deux premières vagues. La méthode permet ainsi de prendre en compte dans l'analyse l'ensemble des répondants dans le champ, soit 1 536 personnes.

Enfin, nous estimons un modèle semi-paramétrique, ici un modèle de Cox (1972), afin d'évaluer les conséquences d'une période de chômage sur la réalisation des projets de fécondité, en tenant compte d'un ensemble de caractéristiques individuelles. En effet, bien d'autres facteurs entrent en jeu dans la réalisation des intentions de fécondité (l'âge par exemple, le nombre d'enfants déjà nés, la trajectoire conjugale, la fermeté des intentions de fécondité, etc. : Régnier-Loilier et Vignoli, 2011). La littérature montre généralement que l'effet du chômage sur la fécondité varie selon le sexe (Kravdal, 2002 ; Mills, Blossfeld et Klijzing, 2005 ; Kreyenfeld *et al.*, 2012), les estimations sont donc menées séparément pour les hommes et les femmes. En outre, sont distinguées les premières naissances des suivantes. Dans tous ces modèles, les mêmes variables explicatives sont introduites : l'âge et l'âge au carré (afin de tenir compte de la non linéarité de l'effet d'âge), le niveau d'instruction (sans diplôme, CAP-BEP, baccalauréat, bac+2, supérieur à bac + 2), la taille de l'unité urbaine (rural et commune de moins de 5 000 habitants/ de 5 000 à 200 000 habitants, plus de 200 000 habitants, unité urbaine de Paris). Deux indicateurs de contexte culturels sont ajoutés. La fécondité des immigrés étant supérieure à celle des natifs (Pailhé et Hamel, 2015), une variable dichotomique indique si la personne est ou non immigrée. De même, les plus pratiquants ayant en moyenne davantage d'enfants (Régnier-Loilier et Prioux, 2009), une variable mesurant la pratique religieuse est introduite (aucune pratique, participation à des cérémonies ou offices de 1 à 5 fois par an, et plus de 5 fois par an). Pour les modèles estimant l'arrivée d'un enfant supplémentaire, on contrôle également de l'âge du plus jeune enfant. L'ensemble de ces caractéristiques sont celles du répondant lors de la première vague d'enquête (2005).

Des variables dynamiques sont toutefois introduites afin de prendre en compte les changements de situation de l'individu. Ainsi, une première variable indique si l'individu est en étude ou non à la date T^{11} (seulement pour la première naissance, cette situation étant beaucoup moins fréquente une fois parent), une deuxième indique si l'individu est au chômage ou non et une troisième précise si la femme est inactive (seulement pour les femmes et pour la deuxième naissance). Afin de tenir compte des interactions entre mise en couple et fécondité, on introduit une variable supplémentaire indiquant si l'individu est en couple ou non à la date T . Ces trois variables sont calculées pour chaque mois entre 2005 et 2011. Pour établir si une situation de chômage plus ancienne a un effet sur la réalisation des intentions de fécondité, une variable dichotomique indiquant si la personne a été au chômage avant la première vague de l'enquête est également introduite.

Dans un premier modèle (modèle 1), l'effet du chômage sur la réalisation des intentions de fécondité est mesuré à partir de la variable dynamique précisant si la personne est au chômage au temps T . Dans une deuxième spécification (modèle 2), nous cherchons à mesurer l'effet du cumul de situations de chômage. Nous intégrons donc une variable dynamique mesurant à la date T le nombre de mois passés au chômage depuis l'interrogation de la première vague. Dans un troisième modèle, on contrôle par le degré d'intention de fécondité déclaré à la première vague (souhait d'avoir un enfant « dans les trois

¹¹ T varie de 1 à 72, 1 correspondant au premier mois qui suit la première vague d'enquête, 2 au deuxième mois, et ainsi de suite. Dans l'analyse, l'observation est en réalité bornée à 68 mois dans la mesure où, compte tenu de la manière dont on détermine la date de « décision » de l'enfant, une personne déclarant attendre un enfant depuis un mois lors de la troisième vague sera considérée comme ayant pris la décision 4 mois auparavant (donc en $T = 68$).

ans », « probablement dans les trois ans », « plus tard », « probablement plus tard » ou « ne sait pas »). Enfin, un quatrième modèle ne contrôle plus de la situation conjugale. Si les coefficients des variables d'activité sont significativement modifiés, on pourra en déduire que le calendrier de mise en couple est lui-même affecté par la situation professionnelle.

Intentions de fécondité et réalisation selon la situation d'activité

L'intention d'entrer en parentalité dans les trois ans moins fréquente chez les chômeurs

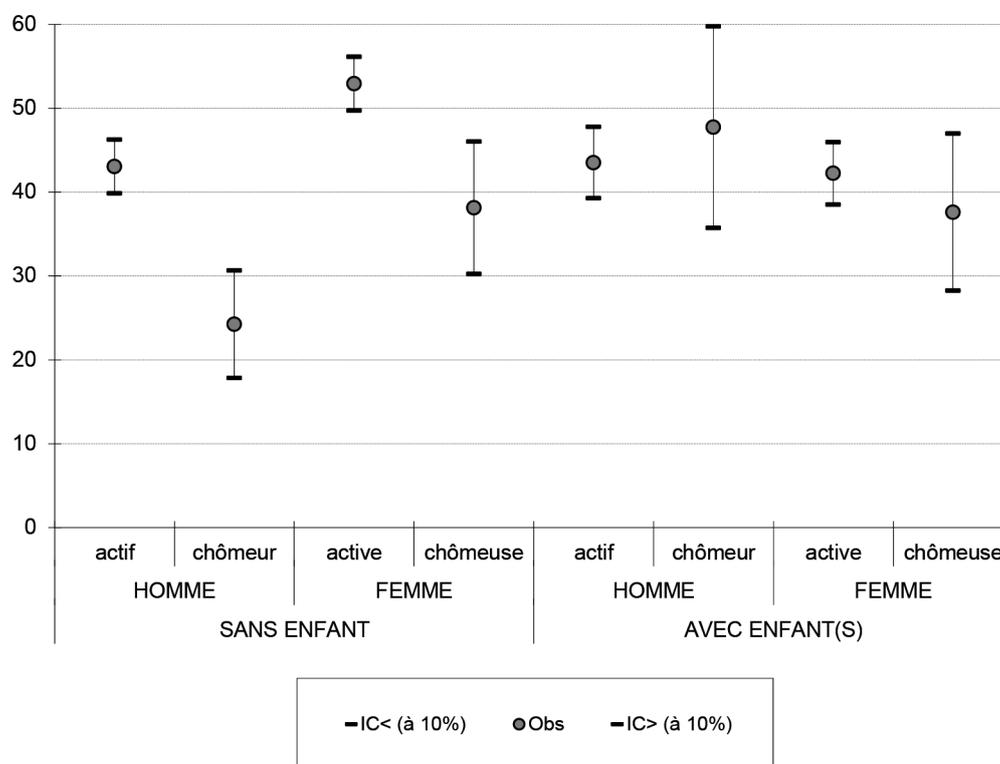
Une première manière de mesurer les conséquences de l'instabilité professionnelle sur les comportements de fécondité consiste à croiser, en coupe transversale, les intentions de fécondité dans le court terme avec la situation d'activité des personnes. La **figure 1** représente la proportion de personnes ayant déclaré lors de la première vague d'enquête avoir l'intention d'avoir un enfant dans les trois ans (réponse « oui » et « oui probablement ») selon le sexe du répondant, le nombre d'enfants déjà nés (y compris grossesse en cours) et sa situation professionnelle à ce moment-là (actif occupé ou chômeur).

Un net effet du chômage apparaît chez les personnes sans enfant. Alors que 43 % des actifs occupés et 53 % des actives occupées souhaitent un premier enfant dans les trois années à venir, ce n'est le cas que de 24 % des chômeurs et de 38 % des chômeuses (écarts significatifs au seuil de 10 %). Cette différence tient en partie à des effets de structure. Les chômeurs sont en effet plus jeunes (27 ans en moyenne) que les actifs occupés (31 ans). Ils sont en outre proportionnellement plus nombreux à ne pas vivre en couple (14 % des chômeurs et 33 % des chômeuses vivent en couple contre 38 % des actifs occupés et 46 % des actives occupées). Or les intentions de fécondité sont étroitement liées à la situation conjugale : alors que 59 % des personnes sans enfant vivant en couple cohabitant souhaitent un enfant dans les 3 années à venir, cela n'est le cas que pour 25 % des personnes seules. À âge et situation conjugale équivalents, la situation d'activité (chômeur *versus* actif occupé) n'a en effet plus d'impact significatif sur la probabilité de souhaiter un enfant dans les 3 ans chez les hommes, mais elle demeure significative sur celle des femmes¹². Cette différence d'effet selon le sexe ne doit pas être interprétée comme une moindre importance de la situation d'activité de l'homme dans les projets de fécondité mais tient à un effet de structure, les hommes au chômage ayant une moindre propension à vivre en couple (Ekert et Solaz, 2001), préalable à la construction d'un projet familial (Mazuy, 2009).

La situation professionnelle des femmes et des hommes ayant au moins un enfant n'a en revanche aucune incidence sur leur souhait d'avoir un nouvel enfant dans les trois années à venir. La plupart des parents d'un enfant sont déjà en couple ; en outre, en France, la majorité des couples souhaitent au moins deux enfants et le calendrier d'arrivée du deuxième (ou des suivants) semble avant tout déterminé par l'espacement entre chaque naissance et par l'âge des parents (Régnier-Loilier, 2007).

¹² Résultats non présentés ici, issus d'un modèle *logit*.

Figure 1. Proportion (et intervalles de confiance) de personnes souhaitant un enfant dans les 3 prochaines années selon le sexe et la situation d'activité (2005)



Source : Ined-Insee, Érfi-GGS1, 2005

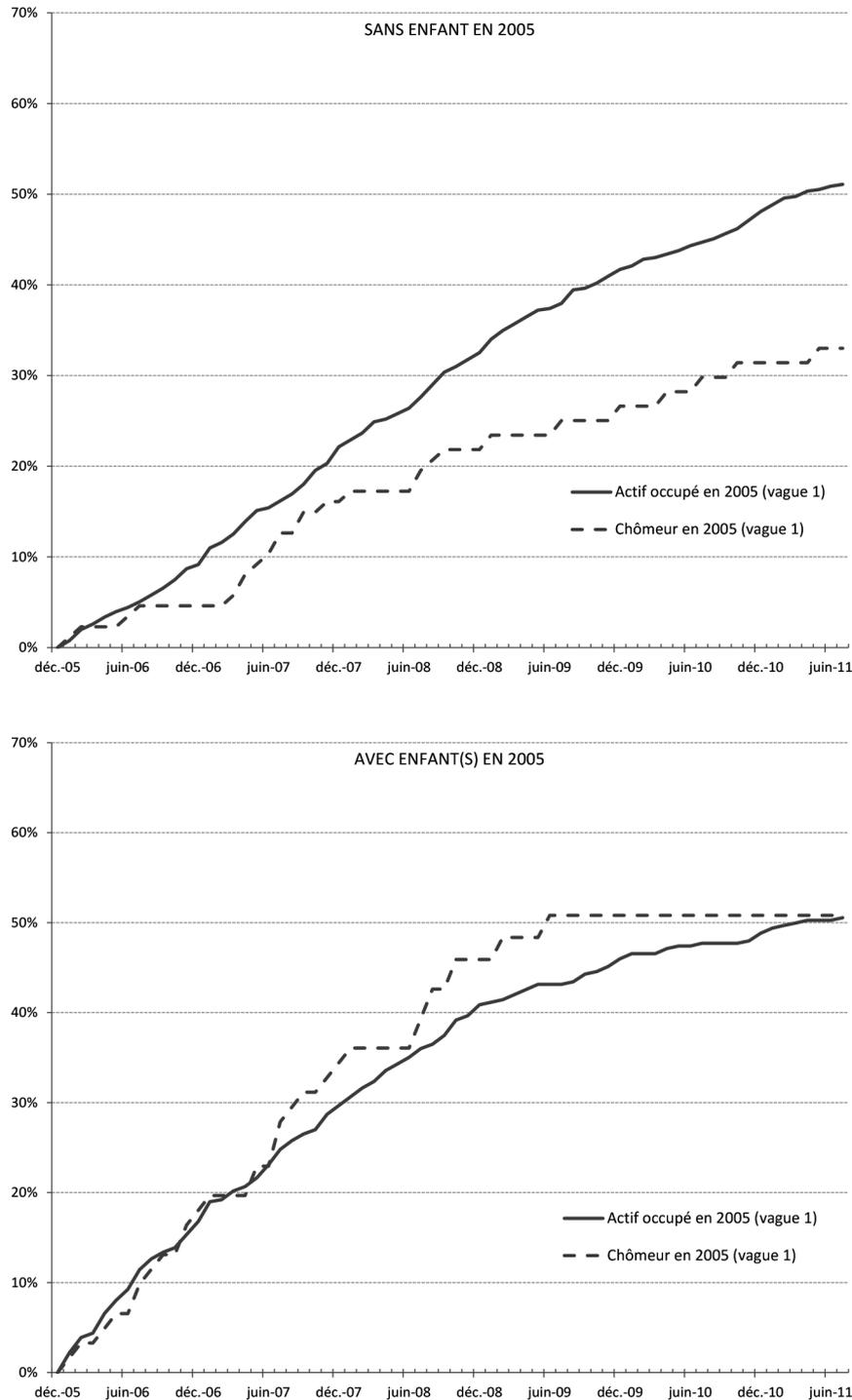
Champ : actifs occupés et chômeurs en âge d'avoir des enfants et étant à leur connaissance fertiles

Une moindre réalisation des intentions de fécondité des chômeurs sans enfant lors de la première vague

À partir des données longitudinales, nous pouvons mesurer la probabilité de survenue d'un enfant au fil du temps (courbes de survie) chez les personnes qui avaient exprimé en 2005 le souhait d'avoir un enfant (« dans les trois années à venir » ou « plus tard »), selon leur situation professionnelle en 2005 (en activité ou au chômage). À l'instar de la détermination des intentions de fécondité, qui répondent à des logiques différentes selon le nombre d'enfants déjà nés, l'arrivée d'un enfant est moins rapide mais aussi moins fréquente au bout de six ans chez les personnes sans enfant qui étaient au chômage en 2005 que chez les actifs occupés¹³ (figure 2, « sans enfant en 2005 »). Par exemple, après 3 ans (décembre 2008), un tiers des actifs occupés a eu un enfant (33 %) contre moins d'un chômeur sur quatre (22 %). En revanche, la décision d'une deuxième grossesse n'est pas déterminée par la situation d'activité et elle intervient à la fois plus rapidement mais aussi plus souvent (au terme de la période observée) que celle du premier enfant.

¹³ Les résultats obtenus par sexe (non présentés ici en raison d'effectifs trop restreints) semblent néanmoins indiquer une différence de comportements qui pourrait être plus marquée chez les hommes, les chômeurs ayant moins souvent eu un premier enfant dans la période que les actifs occupés.

Figure 2. Proportions cumulées de personnes ayant engagé une grossesse en fonction du temps (2005-2011) selon la situation d'activité décrite en 2005 (*Kaplan-Meier*)



Source : Ined-Insee, Érfi-GGS123, 2005-2008-2011

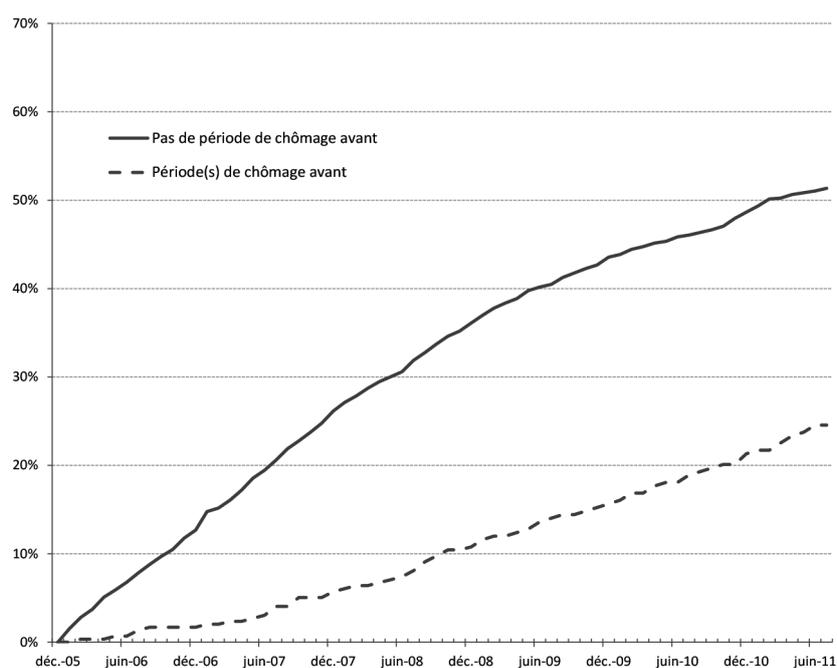
Champ : actifs occupés et chômeurs ayant l'intention d'avoir un enfant dans les 3 ans ou plus tard (y compris Ne sait pas) et ayant répondu à au moins deux vagues d'enquête (2005 et 2008 ou 2005 et 2011 ou 2005, 2008 et 2011)

Lecture (courbe « SANS ENFANT EN 2005, actif occupé en 2005 ») : parmi les actifs occupés n'ayant pas d'enfants en 2005 et ayant l'intention d'avoir un enfant (dans les 3 ans ou plus tard), 9 % avaient « engagé » une grossesse en décembre 2006 (soit 12 mois après la première vague d'enquête)

Avoir connu un épisode de chômage après la première vague d'enquête retarde la réalisation du projet d'enfant

Les résultats présentés précédemment sont cependant très peu précis. Les personnes au chômage lors de la première vague d'enquête (2005) ont pu (re)trouver un emploi très rapidement tandis que les actifs occupés en 2005 ont pu connaître par la suite un ou plusieurs épisodes de chômage. Afin d'étudier l'effet de ces imprévus professionnels, nous avons eu recours au calendrier rétrospectif d'activité afin de déterminer si la personne avait ou non connu une période de chômage avant de prendre la décision d'avoir un enfant ou, à défaut d'une grossesse sur la période, avant la fin de la période d'observation (**figure 3**)¹⁴. L'effet du chômage apparaît encore plus nettement : après 3 ans (décembre 2008), plus du tiers des personnes n'ayant connu aucune période de chômage a conçu un enfant (36 %) contre seulement une sur dix (11 %) parmi celles ayant vécu un ou des épisode(s) de chômage¹⁵. Au terme de la période d'observation, plus de la moitié des personnes n'ayant connu aucune période de chômage a eu un enfant, contre seulement un quart de celles en ayant connue une.

Figure 3. Proportions cumulées de personnes ayant engagé une grossesse en fonction du temps (2005-2011) selon l'expérience du chômage depuis 2005 (*Kaplan-Meier*)



Source : Ined-Insee, Érfi-GGS123, 2005-2008-2011

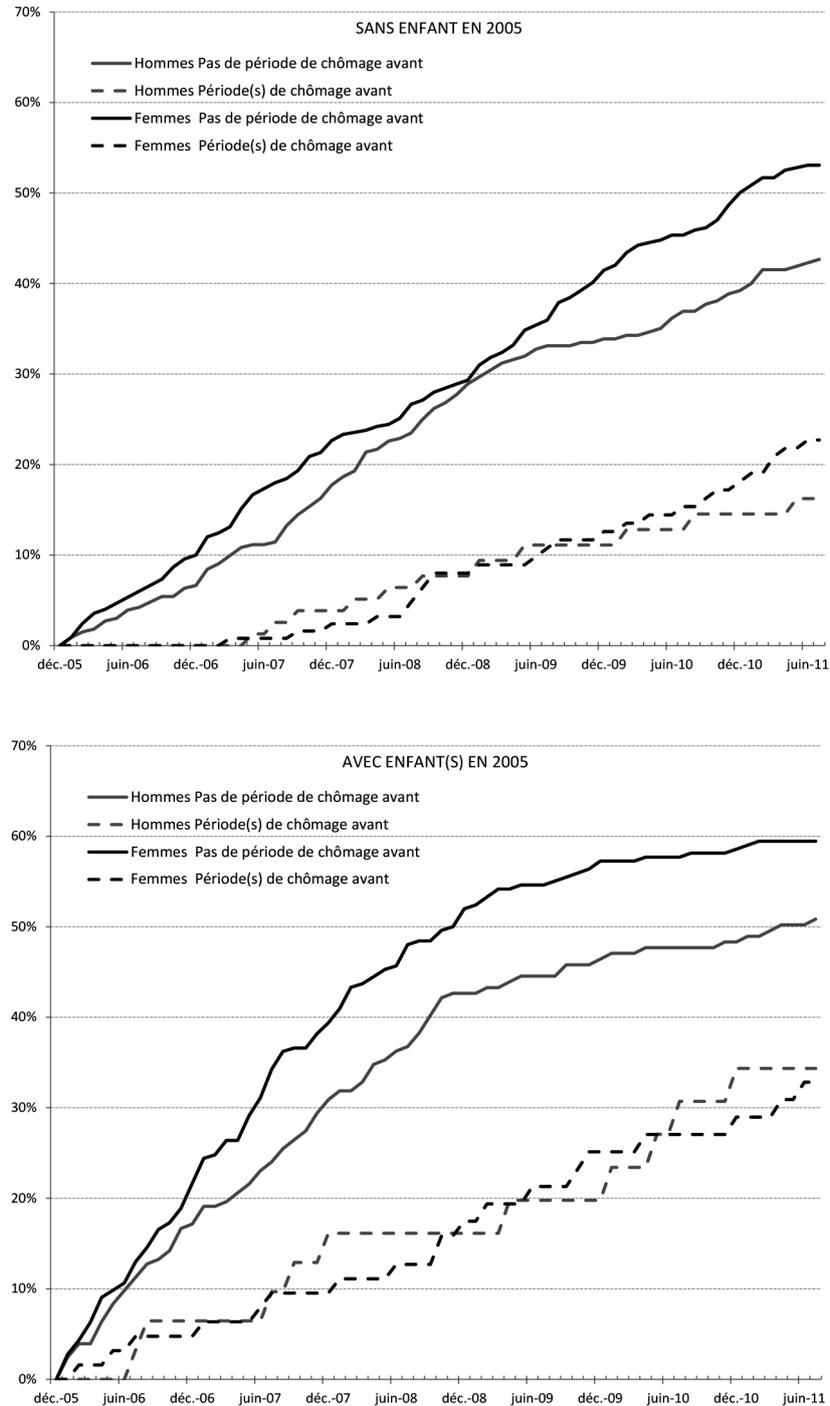
Champ : personnes ayant l'intention d'avoir un enfant dans les 3 ans ou plus tard (y compris Ne sait pas) et ayant répondu à au moins deux vagues d'enquête (2005 et 2008 ou 2005 et 2011 ou 2005, 2008 et 2011)

Lecture : parmi les personnes ayant l'intention d'avoir un enfant en 2005 (dans les 3 ans ou plus tard) et n'ayant pas connu de période de chômage dans les 12 premiers mois d'observation, 13 % avaient « engagé » une grossesse 12 mois après la première vague d'enquête (décembre 2006)

¹⁴ Seules les périodes de chômage ayant eu lieu avant la date de décision d'avoir un enfant sont considérées ici. Dans le cas où une personne a connu une période de chômage après la date de « décision » de l'enfant, elle n'est pas considérée ici comme ayant connu une période de chômage (elle est donc considérée sur la figure 3 dans la catégorie « Pas de période de chômage avant »).

¹⁵ On ne tient pas compte ici du temps passé au chômage (nombre de mois de chômage entre la première vague et la décision de grossesse ou la date de fin d'observation) mais le report d'une naissance peut être d'autant plus important que la période de chômage est longue (nous y revenons plus loin).

Figure 4. Proportions cumulées de personnes ayant engagé une grossesse en fonction du temps (2005-2011) selon l'expérience du chômage depuis 2005 (*Kaplan-Meier*), par parité et sexe



Source : Ined-Insee, Érfi-GGS123, 2005-2008-2011

Champ : personnes ayant l'intention d'avoir un enfant dans les 3 ans ou plus tard (y compris Ne sait pas) et ayant répondu à au moins deux vagues d'enquête (2005 et 2008 ou 2005 et 2011 ou 2005, 2008 et 2011)

Lecture : parmi les hommes sans enfant, ayant en 2005 l'intention d'en avoir un dans les 3 ans ou plus tard et n'ayant pas connu de période de chômage dans les 12 premiers mois d'observation, 7 % avaient « engagé » une grossesse 12 mois après la première vague d'enquête (décembre 2006)

La prise en compte du sexe de la personne et du nombre d'enfants qu'elle avait (y compris les grossesses en cours) lors de la première vague ne laisse guère apparaître d'écarts très marqués. La décision d'avoir un premier enfant (**figure 4**, « sans enfant en 2005 ») est moins fréquente et moins probable au terme de la période observée que celle d'avoir un deuxième enfant (**figure 4**, « avec enfant(s) en 2005 »), quel que soit le sexe du répondant et le fait d'avoir ou non vécu une période de chômage. Le chômage retarde et limite l'arrivée d'un enfant entre 2005 et 2011, quel qu'en soit le rang et, de manière générale, les hommes paraissent un peu moins souvent réaliser leurs intentions de fécondité.

Toutefois, comme indiqué précédemment, bien d'autres caractéristiques peuvent jouer sur le calendrier et l'intensité des naissances. La réalisation des intentions est par exemple étroitement liée à la fermeté des intentions, à la situation conjugale de la personne, à son âge ou encore à son niveau de diplôme. Il s'agit maintenant de mesurer l'effet propre de la survenue d'une période de chômage sur la réalisation des intentions de fécondité, ces caractéristiques prises en considération.

Approche « toutes choses égales »

Le chômage reporte l'arrivée du premier enfant . . .

Une fois tenu compte de l'âge, du statut d'immigré, du niveau d'instruction, de la situation conjugale, de la localisation, de la pratique religieuse et du degré d'intention de fécondité, l'effet de la situation de chômage reste significatif seulement pour les femmes : pour elles, connaître une période de chômage retarde significativement la décision d'avoir un premier enfant (**tableau 2**, modèle 1). De même, les femmes qui ont été au chômage avant la première vague de l'enquête repoussent la réalisation de leurs intentions de fécondité. Pour les hommes, faire l'expérience du chômage n'exerce plus un effet significatif négatif sur la décision d'avoir un premier enfant (**tableau 3**, modèle 1).

Les mêmes résultats sont obtenus lorsque l'on n'observe plus l'effet du chômage un mois donné, mais le nombre cumulé de mois passés au chômage depuis la date de début d'observation (**tableaux 2 et 3**, modèle 2) : l'accumulation de mois de chômage reporte la première naissance pour les femmes, elle ne joue pas pour les hommes. Avoir connu le chômage avant la première vague a toujours un effet négatif –un peu moindre– sur la réalisation des intentions.

Comme l'ont déjà montré Régnier-Loilier et Vignoli (2011) à partir des deux premières vagues des enquêtes *GGG* française et italienne, la probabilité d'entrer en parentalité est étroitement liée au degré d'intention de fécondité (voir également **tableau 1**). Plus les intentions sont fermes, plus elles ont de chances de se réaliser dans les 6 ans (**tableaux 2 et 3**, modèle 3). Prendre en compte le niveau d'intention accentue légèrement l'effet négatif du chômage passé et réduit celui du chômage courant pour les femmes. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, le niveau d'intention déclaré est lié à la situation professionnelle à la première vague de l'enquête. Pour les hommes, le chômage n'exerce toujours pas d'effet significatif lorsque l'on tient compte du degré des intentions.

Pour ces derniers, l'effet du chômage devient significatif dès lors que l'on ne contrôle plus de la situation conjugale (**tableau 3**, modèle 4). Le chômage exerce donc un effet négatif sur la mise en couple pour les hommes, mais à situation conjugale et niveau d'intention de fécondité donnés, il ne conduit pas à

un report de leur décision d'avoir un enfant. Pour les femmes, ne pas prendre en compte la situation conjugale réduit l'effet négatif du chômage (**tableau 2**, modèle 4), signe que le chômage reporte aussi leur mise en couple. Mais une fois en couple, celles qui désirent un enfant reportent significativement leur projet d'enfant lorsqu'elles font l'expérience du chômage. Un modèle estimé sur l'ensemble de la population dans lequel on rajoute une indicatrice de sexe et une variable croisée entre le sexe et le « chômage » ne montre aucune différence significative de l'effet du chômage selon le sexe lorsque l'on ne contrôle pas par la situation conjugale, alors qu'elle est significative lorsque l'on en tient compte (résultats non présentés ici). Autrement dit, à situation conjugale donnée, le chômage a un effet négatif plus fort pour les femmes, il n'a pas d'effet différencié lorsque l'on ne tient pas compte du calendrier de mise en couple.

Poursuivre des études décale également la décision d'avoir un premier enfant, pour les hommes comme pour les femmes (**tableaux 2 et 3**). Finalement, une fois tenu compte du degré d'intentions de fécondité, de la situation conjugale et professionnelle, peu d'autres éléments jouent sur la réalisation de ces intentions. L'âge a un effet très marqué, notamment pour les femmes, en partie du fait d'une fertilité moindre avec l'avancée en âge¹⁶ (Leridon, 2004) mais aussi des représentations que l'on se fait de l'âge à partir duquel il n'est plus souhaitable d'avoir un enfant (Toulemon et Leridon, 1999). Le fait d'être immigré joue positivement sur la venue d'enfant pour les femmes, surtout lorsque l'on contrôle du fait d'être en couple. En revanche, le diplôme n'influence pas la réalisation des intentions de fécondité. Il joue cependant indirectement par le biais du différentiel de risque de chômage en fonction du niveau d'instruction.

... mais pas celle d'un enfant de rang supérieur

La décision d'avoir un autre enfant dépend très peu des facteurs explicatifs retenus ici, notamment pour les hommes (**tableau 4**, modèles 1 et 3). En revanche, le cumul du nombre de mois de chômage exerce un effet négatif pour les hommes sur la naissance d'un autre enfant (modèle 4). Pour les femmes, être confrontées au chômage n'a plus d'effet, ni au temps T (**tableau 4**, modèles 1 et 3), ni en tenant compte du nombre total de mois passé au chômage (modèle 4). Le chômage passé n'a plus non plus d'effet. Il est vrai que le risque de chômage est moindre après 25-30 ans, une fois le premier enfant né¹⁷. En outre, avoir un premier enfant a tendance à stabiliser la carrière professionnelle des hommes : pour ces derniers, le risque d'être au chômage diminue ainsi après la naissance d'un premier enfant (Orain, 2004). Cependant, lorsque le chômage arrive à cette étape du cycle de vie, et qu'il dure, cela conduit à redéfinir les projets de fécondité. Pour les hommes, c'est donc davantage la persistance de la situation de chômage que son occurrence qui affecte la réalisation des intentions de fécondité.

De même, il existe une corrélation négative entre le taux de chômage des jeunes et l'indicateur conjoncturel de formation des premières unions (Prioux, 2003). Ainsi, comme on l'a vu, l'effet que l'on observe entre le calendrier d'arrivée d'un premier enfant et la situation d'activité est en partie dû à la situation conjugale. Mais cet effet ne se rejoue plus pour la naissance suivante, le couple étant déjà formé.

¹⁶ Une femme cherchant à avoir un enfant vers 30 ans a 75 % de chances d'y parvenir dans les 12 mois, 66 % si elle commence à 35 ans et 44 % si elle commence à 40 ans. Les risques de ne pas y parvenir du tout sont respectivement de 8 %, 15 % et 36 % (Leridon, 2004).

¹⁷ Dans notre champ d'études, 24 % des personnes sans enfant en 2005 ont connu une période de chômage entre 2005 et 2011 contre 18 % parmi les parents d'un enfant.

Comme pour la première naissance, les suivantes dépendent de l'âge, pour les femmes, et de la situation conjugale. Le degré d'intention de fécondité joue moins que pour la première naissance : l'effet n'est pas significatif pour les hommes et, pour les femmes, les intentions ont plus de chances de se réaliser lorsqu'elles sont fermes plutôt sur une période courte. Les femmes qui déclaraient à la première vague vouloir un enfant supplémentaire « probablement plus tard » n'ont pas une moindre probabilité d'en avoir un que celles qui en voulaient un « dans les 3 ans ». Ces mères, incertaines lors de la première vague, regroupent probablement des femmes qui doutaient sur le calendrier de venue d'un enfant supplémentaire, et d'autres sur le fait d'en avoir un autre. Enfin, alors que le diplôme ne jouait pas sur la probabilité d'avoir un premier enfant, il joue un peu plus sur les suivantes. Les bachelières ont ainsi moins de chances d'avoir un autre enfant que femmes diplômées de l'enseignement supérieur court.

Tableau 2. Probabilité d'avoir engagé une première grossesse pour les femmes entre 2005 et 2011 (modèle de durée, Cox)

		Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4
AGE		0,74 ***	0,70 ***	0,59 ***	0,77 ***
Age ²		-0,01 ***	-0,01 ***	-0,01 ***	-0,02 ***
STATUT D'IMMIGRE	Oui	1,32 ***	1,38 ***	1,41 ***	0,84 ***
	Non	ref.	ref.	ref.	ref.
DIPLÔME	Sans diplôme	-0,16 -	-0,16 -	0,10 -	-0,22 -
	CAP, BEP	-0,10 -	-0,04 -	-0,25 -	-0,46 *
	BAC	0,17 -	0,13 -	0,10 -	-0,16 -
	BAC+2	ref.	ref.	ref.	ref.
	Diplôme sup,	-0,11 -	-0,12 -	0,08 -	0,10 -
SITUATION D'ETUDE au temps T (1 à 72)	Oui	-0,76 ***	-0,80 ***	-0,53 *	-0,68 **
	Non	ref.	ref.	ref.	ref.
CHOMAGE PASSE	Oui	-0,55 ***	-0,41 **	-0,59 ***	-0,44 **
	Non	ref.	ref.	ref.	ref.
SITUATION DE CHOMAGE au temps T (1 à 72)	Oui	-1,17 **		-1,03 **	-0,89 *
	Non	ref.		ref.	ref.
CUMUL DE MOIS DE CHOMAGE depuis la vague 1			-0,09 ***		
TRANCHE D'UNITE URBAINE	Rural, < 5000ha	0,13 -	0,16 -	0,00 -	0,01 -
	De 5000 à 200000	0,10 -	0,08 -	-0,02 -	0,02 -
	Plus de 200000	ref.	ref.	ref.	ref.
	Unité urbaine de Paris	-0,23 -	-0,25 -	-0,25 -	-0,31 -
PRATIQUE RELIGIEUSE	Aucune	ref.	ref.	ref.	ref.
	<1/ tous les 2 mois	0,10 -	0,11 -	0,36 *	0,20 -
	Tous les 2 mois ou plus	-0,07 -	-0,09 -	0,03 -	0,22 -
INTENTION DE FECONDITE en 2005	Oui dans les 3 ans			ref.	ref.
	Oui probablement dans les 3 ans			-1,55 ***	-1,91 ***
	Oui probablement plus tard			-0,41 **	-0,59 ***
SITUATION DE COUPLE au temps T (1 à 72)	Oui	2,17 ***	2,20 ***	1,98 ***	
	Non	ref.	ref.	ref.	
EFFECTIF (%)	A eu un enfant	246 (42,9)			
	N'a pas eu d'enfant	328 (57,1)			

Source : Ined-Insee, Érfi-GGS123, 2005-2008-2011

Champ : femmes sans enfant en âge d'en avoir, ayant l'intention d'avoir un enfant dans les 3 ans ou plus tard (y compris Ne sait pas) et ayant répondu à au moins deux vagues d'enquête (2005 et 2008 ou 2005 et 2011 ou 2005, 2008 et 2011)

Lecture : un paramètre β positif (resp. négatif) et statistiquement significatif indique que l'on est en présence d'un facteur qui augmente (resp. diminue) le rythme d'arrivée du premier enfant, toutes choses égales par ailleurs. Plus la valeur de ce paramètre s'éloigne de 0,00 et plus l'impact de ce facteur est important

Légende : ref. = situation de référence ; - = facteur non significatif ; * = sign. à 10 % ; ** = à 5 % ; *** = à 1 %

Tableau 3. Probabilité d'avoir engagé une première grossesse pour les hommes entre 2005 et 2011
(modèle de durée, Cox)

		Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4
AGE		0,26 **	0,27 **	0,07 -	0,45 ***
Age ²		0,00 **	0,00 **	0,00 -	-0,01 ***
STATUT D'IMMIGRE	Oui	0,11 -	0,12 -	0,31 -	0,25 -
	Non	ref.	ref.	ref.	ref.
DIPLOME	Sans diplôme	0,34 -	0,31 -	0,31 -	0,09 -
	CAP, BEP	0,30 -	0,29 -	0,24 -	0,14 -
	BAC	0,22 -	0,21 -	0,12 -	0,09 -
	BAC+2	ref.	ref.	ref.	ref.
	Diplôme sup,	0,31 -	0,31 -	0,23 -	0,32 -
SITUATION D'ETUDE au temps T (1 à 72)	Oui	-1,97 ***	-1,94 ***	-2,02 ***	-2,36 ***
	Non	ref.	ref.	ref.	ref.
CHOMAGE PASSE	Oui	-0,11 -	-0,15 -	-0,13 -	-0,16 -
	Non	ref.	ref.	ref.	ref.
SITUATION DE CHOMAGE au temps T (1 à 72)	Oui	-0,12 -		-0,12 -	-0,72 *
	Non	ref.		ref.	ref.
CUMUL DE MOIS DE CHOMAGE depuis la vague 1			0,02 -		
TRANCHE D'UNITE URBAINE	Rural, < 5000ha	0,32 -	0,33 -	0,20 -	0,40 *
	De 5000 à 200000	0,17 -	0,14 -	0,27 -	0,27 -
	Plus de 200000	ref.	ref.	ref.	ref.
	Unité urbaine de Paris	0,05 -	0,04 -	0,26 -	0,34 -
PRATIQUE RELIGIEUSE	Aucune	ref.	ref.	ref.	ref.
	<1/ tous les 2 mois	-0,06 -	-0,05 -	0,07 -	-0,11 -
	Tous les 2 mois ou plus	0,04 -	0,01 -	0,15 -	-0,20 -
INTENTION DE FECONDITE en 2005	Oui dans les 3 ans			ref.	ref.
	Oui probablement dans les 3 ans			-1,38 ***	-1,31 ***
	Oui probablement plus tard			-0,72 ***	-0,92 ***
SITUATION DE COUPLE au temps T (1 à 72)	Oui	2,08 ***	2,15 ***	2,12 ***	
	Non	ref.	ref.	ref.	
EFFECTIF (%)	A eu un enfant	144 (35,1)			
	N'a pas eu d'enfant	266 (64,9)			

Source : Ined-Insee, Érfi-GGS123, 2005-2008-2011

Champ : hommes sans enfant en âge d'en avoir, ayant l'intention d'avoir un enfant dans les 3 ans ou plus tard (y compris Ne sait pas) et ayant répondu à au moins deux vagues d'enquête (2005 et 2008 ou 2005 et 2011 ou 2005, 2008 et 2011)

Lecture : un paramètre β positif (resp. négatif) et statistiquement significatif indique que l'on est en présence d'un facteur qui augmente (resp. diminue) le rythme d'arrivée du premier enfant, toutes choses égales par ailleurs.

Plus la valeur de ce paramètre s'éloigne de 0,00 et plus l'impact de ce facteur est important

Légende : ref. = situation de référence ; - = facteur non significatif ; * = sign. à 10 % ; ** = à 5 % ; *** = à 1 %

Tableau 4. Probabilité d'avoir engagé une autre grossesse entre 2005 et 2011
(modèle de durée, Cox)

	Hommes			Femmes			
	Modèle 1	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 1	Modèle 3	Modèle 4	
AGE	0,02 -	0,00 -	0,08 -	0,61 ***	0,46 **	0,47 **	
Age ²	0,00 -	0,00 -	0,00 -	-0,01 ***	-0,01 ***	-0,01 ***	
DUREE DEPUIS LA NAISSANCE PRECEDEENTE	10 ans ou +	-0,35 -	-0,24 -	-0,15 -	0,12 -	0,40 -	0,45 -
	Entre 5 et 10 ans	-0,62 -	-0,51 -	-0,53 -	0,07 -	0,24 -	0,25 -
	Entre 3 et 5 ans	0,04 -	0,02 -	0,04 -	-0,43 -	-0,45 -	-0,45 -
	Entre 2 et 3 ans	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.
STATUT D'IMMIGRE	Moins de 2 ans	-0,09 -	-0,01 -	-0,06 -	0,06 -	0,11 -	0,11 -
	Oui	0,60 ***	0,54 **	0,53 **	-0,09 -	-0,03 -	-0,02 -
DIPLOME	Non	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.	
	Sans diplôme	-0,42 -	-0,40 -	-0,42 -	-0,18 -	-0,10 -	-0,13 -
	CAP, BEP	-0,48 *	-0,50 *	-0,47 -	-0,18 -	-0,26 -	-0,27 -
	BAC	0,19 -	0,16 -	0,20 -	-0,56 **	-0,55 **	-0,56 **
	BAC+2	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.
Diplôme sup,	0,05 -	0,12 -	0,19 -	-0,38 -	-0,37 -	-0,37 -	
SITUATION D'INACTIVITE au	Oui				0,40 **	0,30	0,34 *
	Non				ref.	ref.	ref.
CHOMAGE PASSE	Oui	0,10 -	0,05 -	-0,02 -	-0,12 -	-0,10 -	-0,13 -
	Non	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.
SITUATION DE CHOMAGE au temps T	Oui	0,26 -	0,30 -		-0,44 -	-0,36 -	
	Non	ref.	ref.		ref.	ref.	
CUMUL DE MOIS DE CHOMAGE depuis la vague 1				0,05 ***		0,00 -	
TRANCHE D'UNITE URBAINE	Rural, < 5000ha	-0,05 -	-0,11 -	-0,10 -	-0,31 -	-0,36 -	-0,37 -
	De 5000 à 200000	-0,18 -	-0,20 -	-0,22 -	0,18 -	0,08 -	0,08 -
	plus de 200000	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.
	Unité urbaine de Paris	-0,14 -	-0,17 -	-0,17 -	0,17 -	0,09 -	0,09 -
PRATIQUE RELIGIEUSE	Aucune	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.
	<1/ tous les 2 mois	-0,30 -	-0,31 -	-0,28 -	-0,08 -	-0,13 -	-0,11 -
	Tous les 2 mois ou plus	-0,24 -	-0,32 -	-0,34 -	0,26 -	0,10 -	0,08 -
INTENTION DE FECONDITE en 2005	Oui dans les 3 ans		ref.	ref.		ref.	ref.
	Oui probablement dans les 3 ans		-0,54 **	-0,59 **		-1,18 ***	-1,19 ***
	Oui probablement plus tard		-0,22 -	-0,27 -		-0,22 -	-0,21 -
SITUATION DE Couple au temps T (1 à 72)	Oui	1,70 ***	1,58 ***	1,63 ***	1,11 ***	1,02 ***	1,07 ***
	Non	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.
EFFECTIF (%)	A eu un enfant	110(47,8)			390(39,6)		
	N'a pas eu d'enfant	120(52,2)			594(60,4)		

Source : Ined-Insee, Érfi-GGS123, 2005-2008-2011

Champ : personnes avec au moins un enfant en âge d'en avoir, ayant l'intention d'avoir un enfant dans les 3 ans ou plus tard (y compris Ne sait pas) et ayant répondu à au moins deux vagues d'enquête (2005 et 2008 ou 2005 et 2011 ou 2005, 2008 et 2011)

Lecture : un paramètre β positif (resp. négatif) et statistiquement significatif indique que l'on est en présence d'un facteur qui augmente (resp. diminue) le rythme d'arrivée du deuxième enfant, toutes choses égales par ailleurs.

Plus la valeur de ce paramètre s'éloigne de 0,00 et plus l'impact de ce facteur est important

Légende : ref. = situation de référence ; - = facteur non significatif ; * = sign. à 10 % ; ** = à 5 % ; *** = à 1 %

Conclusion

Les données prospectives de l'enquête Érfi (2005, 2008 et 2011), qui incluent une datation fine des changements de situation d'emploi (dont le chômage) et des naissances, offrent l'opportunité de mesurer les conséquences d'une période de chômage sur la réalisation des projets de fécondité en France dans la période récente. Alors que des données transversales offrent seulement la possibilité d'estimer l'effet d'une situation de chômage sur les intentions à un instant T, que des données rétrospectives permettent uniquement de mettre en parallèle comportement de fécondité et trajectoire professionnelle

indépendamment des projets passés¹⁸ et pour des périodes plus anciennes, le suivi sur une longue période (six années) des mêmes personnes ayant exprimé le souhait d'avoir un enfant rend possible l'étude des conséquences du chômage sur leurs comportements de fécondité.

Nos résultats montrent que l'arrivée d'un enfant est moins fréquente sur la période observée pour les personnes ayant vécu un épisode de chômage. Toutefois, l'effet du chômage diffère par sexe, selon qu'il s'agisse d'un premier enfant ou d'un suivant. Ainsi, l'entrée en parentalité est davantage contrariée par l'expérience du chômage pour les femmes qu'elle ne l'est pour les hommes, une fois contrôlé l'effet de leur situation conjugale. Pour eux en revanche, c'est avant tout le fait d'être étudiant ou le report de la mise en couple qui retardent l'arrivée de leur premier enfant – eux-mêmes pouvant être des conséquences du chômage.

Ne disposant que de la trajectoire professionnelle du répondant, pas de celle du ou de la conjointe, il n'est cependant pas possible de conclure que le chômage de la femme a plus d'impact que celui de l'homme (ou inversement) dans l'entrée en parentalité. Il faudrait pour cela pouvoir contrôler par le parcours d'activité du conjoint. En pratique, cela nécessiterait d'interroger en longitudinal les deux membres du couple, protocole d'enquête qui serait extrêmement lourd. En outre, il est possible qu'un certain nombre d'hommes ayant connu le chômage n'aient pas répondu aux autres vagues de l'enquête. L'attrition entre la première et la deuxième vague est plus forte pour les chômeurs (Régnier-Loillier et Guisse, 2012). Il n'est pas exclu que ceux qui n'ont pas répondu aux vagues successives de l'enquête aient un comportement spécifique en termes de fécondité, en particulier qu'ils aient eu moins d'enfants. Rien ne nous permet cependant de vérifier cette hypothèse.

L'arrivée d'un autre enfant (le plus souvent un deuxième) répond à des logiques fort différentes. Avoir un deuxième enfant est très fréquent en France (la famille idéale compte au moins deux enfants) et se décide notamment (mais pas seulement) en fonction de l'espacement que l'on souhaite laisser entre les enfants. Ainsi, le fait d'avoir ou non connu une période de chômage (indépendamment de sa durée) n'impacte pas la réalisation des projets des femmes ni celle des hommes. Pour ces derniers cependant, l'arrivée d'un autre enfant est moindre plus ils ont passé de temps au chômage.

Dans la mesure où la crise économique pèse à la fois sur le nombre de personnes touchées par le chômage mais aussi sur le temps qu'elles y passent, on pourrait ainsi assister à un report du calendrier des premières et deuxième naissances, pouvant rendre compte pour une part de la baisse récente de la fécondité. Dans un contexte de forte prégnance de la « norme procréative » (Bajos et Ferrand, 2006), où l'entrée en parentalité est précédée d'un ensemble de conditions préalables que se fixent les couples dont l'importance de disposer d'une stabilité matérielle, la crise économique que traverse la France peut en effet avoir deux conséquences, éventuellement conjuguées : amoindrir le poids de la norme (les couples auraient des « exigences » matérielles moins fortes avant de se décider à avoir un enfant) mais aussi conduire à un report voire à un renoncement au projet d'enfants, notamment pour les plus âgés. L'effet du chômage sur le calendrier de fécondité mis en évidence dans cette étude indique que les couples continuent à attacher une forte importance aux conditions matérielles avant d'avoir un enfant.

¹⁸ Il est en effet impossible d'interroger une personne sur ses intentions de fécondité de manière rétrospective.

Références

- Adsera A. 2005. *Vanishing Children: From High Unemployment to Low Fertility in Developed Countries*, *American Economic Review*, American Economic Association, vol. 95(2), pages 189-193.
- Adsera A. 2011. *The Interplay of Employment Uncertainty and Education in Explaining Second Births in Europe*, *Demographic Research*, Volume 25, Article 16 : 513-544.
- Bajos N., Ferrand M. 2006. *L'interruption volontaire de grossesse et la recomposition de la norme procréative*, *Sociétés contemporaines*, 61 (1) : 91-117.
- Becker G.S. 1981. *A Treatise on the Family*, Cambridge, London: Harvard University Press.
- Blossfeld H.-P., Klijzing E., Mills M., Kurz K. 2005. *Globalization, Uncertainty and Youth in Society*, Routledge.
- Cox D.R. 1972. *Regression models and life tables*, *Journal of the Royal Statistical Society Series B*, 34(2): 187–220.
- Ekert-Jaffe O., Solaz A. 2001. *Unemployment, marriage, and cohabitation in France*, *The Journal of Socio-Economics*, Volume 30, Issue 1, 2 January 2001 : 75-98.
- Friedman D., Hechter M., Kanazawa S. 1994. *A theory of the value of children*, *Demography*, 31(3), p. 375-401.
- Kravalda Ø. 2002. *The impact of individual and aggregate unemployment on fertility in Norway*, *Demographic Research*, 6(10) : 263-294.
- Kreyenfeld M., Andersson G., Pailhé A. 2012. *Economic uncertainty and family dynamics in Europe : Introduction*, *Demographic Research: Special Collection 12*, Volume 27, Article 28 : 835-852.
- Leridon H. 2004. *Can assisted reproduction technology compensate for the natural decline in fertility with age? A model assessment*, *Human Reproduction*, 19(7) : 1548-1553.
- Lesthaeghe R. 1995. *The Second Demographic Transition in Western Countries: An Interpretation*, in K. O. Oppenheim Mason et A.-M. Jensen, *Gender and Family Change in Industrialized Countries*, Oxford, Clarendon Press, p. 17-62.
- Mazuy M. 2009. *Avoir un enfant : être prêts ensemble ?*, *Revue des sciences sociales*, 41 : 30-41.
- Meron M., Widmer I. 2002. « *Les femmes au chômage retardent l'arrivée d'un premier enfant* », *Population*, 57 (2) : 327 – 357.
- Mills M., Blossfeld H.-P., Klijzing E. 2005. *Becoming an adult in uncertain times. A 14-country comparison of the losers of globalization*, chapitre 17, in Blossfeld, H.-P., Klijzing, E., Mills, M., et Kurz, K. (eds.). *Globalization, Uncertainty and Youth in Society*. London, New York: Routledge Advances in Sociology Series: 423-441.
- Oppenheimer V.K. 1994. *Women's rising employment and the future of the family in industrial societies*, *Population and Development Review*, 20(2), p. 293-342.
- Orain R. 2004. *Entrées dans la carrière parentale et trajectoires d'emploi*, Convention d'étude CEE-DARES, Rapport final.
- Pailhé A. 2010. *Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances : quelques hypothèses*, *Politiques sociales et familiales*, n° 100 : 97-103
- Pailhé A., Hamel Ch. 2015. *Avoir des enfants en contexte migratoire*, in Beauchemin C., Hamel Ch., Simon P. (dir.), *Trajectoires et origines – Enquête sur la diversité des populations en France*, coll. *Grandes enquêtes*, Ined, p. 323-352.
- Pailhé A., Solaz A. 2011. *Does job insecurity cause missing births in a high fertility European country? Evidence for France*, *Document de travail de l'Ined* n° 169.

- Pailhé A., Solaz A. 2012. *The influence of employment uncertainty on childbearing in France: A tempo or quantum effect?*, *Demographic Research*, Volume 26, Article 1: 1-40.
- Pison G. 2011. *Deux enfants par femme dans la France de 2010 : la fécondité serait-elle insensible à la crise économique ?*, *Population et sociétés*, n° 476.
- Prioux F. 2003. *L'âge à la première union en France : une évolution en deux temps*, *Population*, 58(4-5) : 623-644.
- Régnier-Loilier A. 2007. *Avoir des enfants en France. Désirs et réalités*, Coll. *Les Cahiers de l'Ined*, 159, Ined, Paris, 270 pages.
- Régnier-Loilier A., Prioux F. 2009. *Comportements familiaux et pratique religieuse en France*, in Régnier-Loilier A. (dir.), *Portraits de familles. L'Étude des relations familiales et intergénérationnelles*, Collection *Grandes Enquêtes*, Ined, chapitre 15 : 397-423.
- Régnier-Loilier A., Solaz A. 2010. *La décision d'avoir un enfant : une liberté sous contraintes*, *Politiques sociales et familiales*, n° 100 : 61-78.
- Régnier-Loilier A., Vignoli D. 2011. *Intentions de fécondité et obstacles à leur réalisation en France et en Italie*, *Population*, 66(2) : 401-432.
- Régnier-Loilier A. 2012. *Présentation, questionnaire et documentation de la troisième vague de l'Étude des relations familiales et intergénérationnelles (Érfi – GGS 2011)*, Documents de travail, Ined, n° 187.
- Régnier-Loilier A., Guisse N. 2012. *Attrition entre les trois vagues d'enquête*, in Régnier-Loilier A. (dir.), *Présentation, questionnaire et documentation de la troisième vague de l'Étude des relations familiales et intergénérationnelles (Érfi – GGS 2011)*, Documents de travail, Ined, n° 187, p. 29-40.
- Sobotka T., Skirbekk V., Philipov D. 2011. *Economic recession and fertility in the developed world*. *Population and Development Review* 37(2): 267-306.
- Toulemon L., Leridon H. 1999. *La famille idéale : combien d'enfants, à quel âge ?*, *Insee première*, 652.
- Toulemon L., Testa M.-R. 2005. *Fécondité envisagée, fécondité réalisée : un lien complexe*, *Population et Sociétés*, n° 415.
- WIC. 2012. *European Demographic Data Sheet 2012*. Wittgenstein Centre for Demography and Global Human Capital, VID/ÖAW and IIASA.